
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/1 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.2.54136

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ROGER DUFRAISSE

VALMY: UNE VICTOIRE, UNE LEGENDE, UNE ENIGME*

Valmy est bien ancré dans la mémoire collective des Français. En 1957, on pouvait lire dans une revue, pourtant réputée conservatrice, cette opinion reflet exact de la plus pure vérité: «Le nom de Valmy a dans nos cœurs une résonance jeune et, à nos yeux, comme une couleur de printemps et d'aurore. Il évoque des colonnes de volontaires dépenaillés courant, au chant de la Marseillaise, à l'assaut des plus vieilles troupes d'Europe et les culbutant par la seule vertu d'un patriotisme irrésistible»¹. Et de fait combien de villes ont donné ce nom de Valmy, qui à un quai, qui à un boulevard, qui à une rue! Et l'un des premiers journaux de la Résistance, publié dès 1940, ne s'appelait-il pas «Valmy»?². En cette année du bicentenaire des voix très autorisées se sont chargées de rappeler aux Français la place que tenait Valmy dans leur histoire, pour le cas où ils l'auraient oublié³.

Si le rôle historique de Valmy n'est mis en cause par personne et c'est probablement, d'ailleurs, le seul point sur lequel tous les historiens de la Révolution se retrouvent d'accord, les titres d'études parues depuis la guerre – pour ne pas parler d'autres plus anciennes –: «L'énigme de Valmy»⁴, «Valmy, victoire postfabriquée»⁵, «Valmy, la démocratie en armes»⁶, «La bataille de Valmy n'a pas eu lieu»⁷, «La bataille de Valmy ou quand les Français travaillaient pour le roi de Prusse»⁸,

* Cette étude est la version étoffée d'une conférence donnée à l'Institut Historique Allemand de Paris, le 7 décembre 1989.

1 Georges ROUX, «L'énigme de Valmy» dans: *Ecrits de Paris*, nov. 1957, p. 37.

2 Souvenir de l'auteur. Cf. Gérard WALTER, *La vie à Paris sous l'occupation*, Paris 1966, p. 190; Henri AMOUROUX, *La grande histoire des Français sous l'occupation*, t. IV, Paris 1979, p. 200–208.

3 Voir, par exemple, les propos de Jean-Noël JEANNENEY, président de la mission du bicentenaire: «Nous attachons une grande importance à ce qui va se passer à Valmy en septembre (la célébration de l'anniversaire de la bataille n. d. l. a.) ... Il est bon de rappeler sans cesse qu'il y a eu là ... un événement symbolique majeur», *Armées d'aujourd'hui*, N° 138, mars 1989, numéro spécial sur le bicentenaire de la Révolution, p. 183. Sans oublier ce qui a été écrit dans la presse ou dit à la radio et à la télévision, en septembre 1989, à l'occasion de la commémoration de Valmy et, en premier lieu, le discours du Président de la République prononcé sur le champ de bataille.

4 ROUX (comme n. 1).

5 Titre d'une étude de Jean GALTIER-BOISSIERE, parue dans: «Enigmes et impostures», *Crapouillot* n° 41, juillet 1958, p. 24–33. Cette étude est intéressante par les nombreuses citations d'ouvrages rapportant les explications que l'on donna, à l'époque et postérieurement, de la retraite de Brunswick.

6 Titre d'un ouvrage de Jean-Paul BERTAUD, publié à Paris en 1975.

7 Titre d'un livre de Bernard-L. BOISANTAIS, paru à Paris en 1967.

8 Titre d'une étude de Ennomond BETH, parue dans: «Pour en finir avec la Révolution», dans: «La France après la Révolution», cahier n° X, *Action familiale et scolaire* supplément au N° 85, (s. l. n. d., Paris 1989) p. 50–56. L'auteur fait souvent référence à une étude d'André GUES, «La trahison de Valmy», *Itinéraires*, n° 202, avril 1976.

prouvent, qu'à l'évidence, l'on ne cesse de s'interroger sur ce qui s'est passé et sur les suites de ce qui s'est passé réellement, le 20 septembre 1792, près d'un petit village de Champagne, sur une colline surmontée d'un moulin. Ce n'est pas sur l'importance de l'évènement que portent les divergences, mais sur l'évènement lui-même. Bref l'on discute sur le problème: »Was ist eigentlich gewesen?« S'il en est ainsi c'est parce que autour de la bataille sont venues se greffer une légende et une énigme.

La légende est le fruit d'un siècle et demi d'idéologie républicaine. Elle s'est forgée en réponse à toutes les interprétations défavorables à la Révolution, nées de l'énigme constituée par le fait qu'une bataille insignifiante – ce ne fut pas plus qu'un sévère duel d'artillerie – un émigré qui avait accompagné l'armée autrichienne ira jusqu'à écrire: *Cette prétendue bataille de Valmy n'avait été qu'une pétarade*⁹ – a eu, dans les jours et les semaines qui suivirent une conséquence d'une portée considérable: la libération du territoire français de l'invasion étrangère ce qui, du même coup, assurait l'avenir de la Révolution. En effet, si la bataille de Valmy n'avait pas été, militairement parlant, une grande bataille, elle n'en devait pas moins être, historiquement parlant, une authentique très grande victoire de la France et de la Révolution, puisque Brunswick renoncera à ses objectifs, battra en retraite et repassera la frontière. En effet, dix jours plus tard, il commença à se replier vers l'Allemagne, en toute quiétude car, à la grande colère de Marat et de Robespierre, l'armée française ne chercha pas à le combattre. Le 23 octobre, il avait rejoint sa base de départ avec toute son artillerie, tous ses impédimenta et tous ses drapeaux, mais en ayant perdu près de la moitié de ses effectifs non du fait des combats mais de celui de la maladie (dysenterie) et de la misère.

Il apparut à beaucoup qu'il n'y avait une commune mesure entre l'insignifiance de la rencontre militaire et les très importantes conséquences de la retraite des envahisseurs qui la suivit. Il était normal que cela constituât une énigme. La légende, quant à elle, fut élaborée pour faire pièce à des interprétations nées de l'énigme, mais elle ne peut être considérée comme telle que si on la compare à la réalité objective. Selon la légende, Valmy fut, au sens propre, une grande bataille »remportée par la sans-culotterie et le monde des campagnes«¹⁰ au cours de laquelle les »volontaires de 1792« avaient battu la meilleure armée de l'époque. L'armée forgée par la Révolution, on a même pu entendre, il y a peu, l'armée »forgée par la République«, a vaincu celles de l'Ancien Régime, les combattants de la liberté ont écrasé les mercenaires. C'est que l'on pouvait lire dans les manuels scolaires à l'époque où l'on enseignait encore l'histoire dans nos écoles et nos lycées, dans ces manuels qui ont tant fait pour propager la légende de Valmy: »Les volontaires ont tenu sous le feu ... la savante armée prussienne ne méprise plus l'armée révolutionnaire«¹¹. »La preuve était faite que les volontaires français pouvaient tenir tête à des soldats de métier«¹². »Au cri de

9 D'après les »Mémoires« du comte de Neuilly, cité par Arthur CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, II, Valmy, Paris 1887, p. 263.

10 Jean-Paul BERTAUD, *Valmy ou la démocratie en armes*, Paris 1975, cité par Pierre GAXOTTE et Jean TULARD, *La Révolution Française*, Paris 1975, p. 225.

11 H. METHIVIER, »Les débuts de l'époque contemporaine; 1789-1851«, *Nouveau cours d'Histoire* publié sous la direction de Victor-L. TAPIE, classe de Première, Paris 1953, p. 93.

12 J.-M. D'HOOP, *Histoire contemporaine (1789-1848), classe de seconde*, Cours d'Histoire publié sous la direction de M. CHAULANGES et J.-M. D'HOOP, Paris 1960, p. 83.

Vive la Nation et au chant de la Marseillaise, les soldats arrêtent l'invasion prussienne¹³. De nos jours des affirmations de ce genre trouvent encore place dans certains livres d'histoire destinés aux élèves des lycées¹⁴.

Il est certain que le fait que la victoire ait été remportée le 20 septembre 1792, le jour même où la Convention tenait sa première séance, la veille du jour où elle allait voter l'abolition de la royauté, allait admirablement servir les desseins de la propagande républicaine. Mais ce n'est que très longtemps après, sous le Second Empire, grâce à la diffusion des œuvres de Michelet (1847–1853) et dans les débuts de la III^{ème} République, grâce aux manuels scolaires de l'école primaire, soucieux de développer le sentiment de la patrie et l'attachement à la Révolution, mère de la République que fut utilisé en grand le thème de Valmy.

Sur le moment, en effet, les contemporains n'eurent pas conscience de l'importance historique du 20 septembre 1792. Il est évident qu'au soir de la bataille personne ne pensait que les coalisés allaient si vite repasser la frontière. Ne change rien à cela, le fait que la plupart des historiens rapportent et prennent pour argent comptant les paroles que Goethe aurait prononcées le soir de la bataille: *De ce lieu et de ce jour commence une ère nouvelle dans l'histoire du monde et vous pourrez dire: j'y étais*, paroles dont les survivants de la scène ne prirent connaissance qu'en 1821–1822 lorsqu'il rédigea sa célèbre »Campagne in Frankreich«. D'ailleurs dans »Belagerung von Mainz«, Goethe mi-sérieux, mi-plaisant écrit: *Wunderbar genug sah man diese Prophezeiung ... dem besonderen Buchstaben nach genau erfüllt, indem die Franzosen ihren Kalender von diesen Tagen an datieren*¹⁵. Il y a quinze ans, Arno Borst a publié l'extrait d'une lettre écrite par le poète le 27 septembre 1797 dans laquelle celui-ci considère simplement comme »importantes« et non comme »le début d'une ère nouvelle« les quatre semaines de la campagne qu'il avait vécue et ajoute, parodiant Virgile (Enéide II, 6) »et quorum pars minima fuit«. De manière irréfutable, Borst établit que Goethe, au moment où il rédige son livre, considère comme d'une importance historique capitale pour l'histoire du monde, ce qui est le bon sens même, non pas la seule bataille de Valmy mais l'ensemble de la campagne de France, c'est à dire l'invasion, Valmy, la retraite des coalisés, le tout s'achevant par la victoire de la Révolution et par la défaite des puissances d'Ancien Régime¹⁶.

13 A.-J. TUDESQ et J. RUDEL, »1789–1848« Collection d'Histoire dirigée par Louis GIRARD, Paris 1964, p. 90. A Valmy, les musiques ne jouèrent pas la *Marseillaise* mais le *Ça Ira*. – L'auteur se souvient que, dans son enfance, il a vécu l'enthousiasme que déchaînait son instituteur dans sa classe lorsqu'il évoquait les soldats de Kellermann se ruant, le chapeau au bout de la baïonnette, à l'assaut de la colline de Valmy, pour en déloger les Prussiens.

14 »Le 20 septembre ... l'invasion est arrêtée, la nation en armes, faite de volontaires venait de battre la meilleure armée de métier du monde« (Robert FRANK, Histoire classe de seconde, Paris 1987, p. 81). La palme revient à l'ouvrage de la collection rédigé par Claude QUETEL, Bordas éditeur, Paris 1987, p. 81 où l'on peut lire »Danton fait procéder à une levée de volontaires qui arrêtent l'invasion et font fuir la plus puissante armée européenne du temps à Valmy, le 20 septembre«. Ce ne sont pas les volontaires levés grâce à Danton qui ont arrêté l'invasion; en outre, le 20 septembre l'armée prussienne n'a pas été mise en fuite. Lorsqu'on écrit semblables inexactitudes l'on a intérêt à prendre un pseudonyme.

15 J.-W. GOETHE, *Belagerung von Mainz*, édit. Winckler, VI, München 1986, p. 724. Il est évident que Goethe se trompe car le point de départ du calendrier républicain fut fixé non au 20 septembre, jour de Valmy, mais au 21, jour de la proclamation de la République.

16 ARNO BORST, »Valmy 1792 – ein historisches Ereignis?«, *Der Deutschunterricht* 26 (1974) Heft 6, p. 88–102.

On a souvent, aussi, invoqué le témoignage de Massenbach qui commandait l'avant-garde-prussienne et aurait fait la même prophétie que Goethe: *Vous allez voir comme ces petits coqs-là vont se dresser sur leurs ergots. Ils ont reçu le baptême du feu. Nous avons perdu plus qu'une bataille. Le 20 septembre a donné au monde une autre face. C'est le jour le plus important du siècle*¹⁷. Mais là encore, il s'agit d'une réflexion à posteriori, publiée en 1809. Dans l'intervalle son auteur avait occupé les fonctions de chef du Quartier-général du prince Hohenlohe et, en cette qualité, avait été rendu responsable des défaites prussiennes de Iéna et Auerstedt. Pour se justifier, il écrivit dans ses Mémoires que l'origine de la catastrophe nationale prussienne de 1806 remontait au 20 septembre 1792 et que, de ce fait, il ne pouvait en être tenu pour responsable¹⁸.

Du côté allemand, le premier à avoir souligné l'importance du tournant militaire de septembre 1792 pour l'histoire du monde, dans une formule qui n'a rien à envier à celles qu'utiliseront Massenbach et Goethe, fut, sans doute, Friedrich Christoph Cotta, authentique jacobin, réfugié à Strasbourg où il avait acquis la citoyenneté française. En effet, vers la fin de 1792, dans son «Strassburgisches Politisches Journal», après avoir fait le récit des événements de Valmy (20 septembre) et rédigé une notice sur l'entrée des troupes françaises en Savoie et à Nice (21 septembre), il écrit: *So wird der 21 September 1792 in jeder Hinsicht die Epoche, wovon ein ganz neuer Theil der Menschen-Geschichte beginnt* («C'est ainsi que le 21 septembre sera, à tous points de vue, l'époque ou commence une nouvelle ère de l'histoire du monde»)¹⁹. En janvier 1793, plus de trois mois après l'événement, la «Minerva» d'Archenholz relevait l'importance historique de Valmy et exposait que ce n'était pas la première fois, dans l'histoire, qu'une bataille insignifiante avait eu des conséquences capitales: *... la canonnade de Valmy a décidé l'indépendance de la France; elle est ce qu' a été Culloden pour l'Angleterre, elle est même davantage*²⁰.

Du côté français, il faut attendre le 16 novembre 1792 pour que le nom de Valmy apparaisse dans le «Moniteur» qui rendait compte de l'audition de Kellermann par la Convention dans sa séance du 14. Dans son rapport du 25 septembre à la Convention, Servan, le ministre de la Guerre, passe complètement sous silence la journée du 20 septembre se bornant à faire remarquer que la France avait *opposé aux alliés plus de soixante mille hommes réunis à Sainte-Menehould*²¹. Dans les jours et les semaines qui suivent, il est question de «l'affaire du 20» qui, le 3 octobre, devient «la belle affaire du 20» mais, jamais, le nom de Valmy n'apparaît. Il y eut même une note comique: le Moniteur du 3 octobre nous apprend que Kellermann a écrit au ministre

17 Oberst v. MASSENBACH, *Memoiren über meine Verhältnisse zum preußischen Staat und insbesondere zum Herzog von Braunschweig*, Amsterdam 1809, I, p. 94.

18 Arno BORST (comme n. 15), p. 99. Borst tient pour certain qu'avant d'écrire sa «Feldzug in Frankreich» en 1820/21, Goethe avait lu les Mémoires de Massenbach qui lui auraient inspiré sa fameuse formule: «Von hier und von heute ...».

19 Jürgen VOSS, «Goethe, Cotta et le tournant de Valmy», *Saisons d'Alsace*, été 1989, p. 90. On remarquera que Cotta accorde, en réalité, plus d'importance au 21 qu'au 20 septembre, il est vrai que le 21 vit la proclamation de la République et le début de l'invasion de la Savoie.

20 *Minerva*, janvier 1793, d'après CHUQUET (comme n. 9) p. 229. La bataille de Culloden en Ecosse (27 avril 1746) vit la défaite du prétendant Charles-Edouard devant le duc de Cumberland; elle ne coûta que 300 tués ou blessés à l'Angleterre mais décida du sort de la Grande-Bretagne.

21 *Moniteur universel*, 27 septembre 1792.

de la Guerre, pour obtenir la permission de faire chanter, en mémoire de cette journée, un *Te Deum* dans son camp, à quoi le ministre répondit: que l'hymne national connu sous le nom des Marseillais était le *Te Deum* de la République, que celui-là était le plus digne de frapper les oreilles des Français libres²². C'est la seule fois qu'il est question de la Marseillaise à propos de Valmy et pour cause, ce jour-là les musiques françaises jouèrent le Ça ira! Le 21 octobre un *Te Deum* fut bien chanté à Notre-Dame »en action de grâces des heureux succès des armées françaises«, il ne s'agissait d'ailleurs pas de fêter Valmy, mais la prise de Spire (30 septembre) et celle de Worms (4 octobre). Le 10 novembre, la Convention décide qu'il sera fait une fête pour célébrer le succès des armées françaises et consacrer l'époque de la première victoire remportée en bataille rangée par les armées de la République²³. Là encore, il ne s'agit pas de Valmy, mais de Jemappes (6 novembre). Pour les Conventionnels, plus sérieux en ce domaine que beaucoup de nos contemporains qui se sont exprimés sur ce sujet en 1989, Valmy n'avait été ni une »bataille rangée«, ni une victoire »des armées de la République«. Encore en 1830, près la révolution de Juillet lorsque Thiers et Mignet, deux historiens, imposèrent le duc d'Orléans aux républicains parisiens, ils insistèrent sur le fait qu'il s'était battu sous les plis du drapeau tricolore à Jemappes, ils turent qu'il avait été aussi à Valmy, sans doute parce qu'à l'époque, Valmy n'occupait pas encore, dans la mémoire collective des Français, la place qui sera la sienne plus tard^{23a}. On notera toutefois que sous la monarchie de Juillet, peut-être parce que le roi-citoyen y avait pris part, l'on commença à sortir Valmy de l'oubli. Peu après l'avènement de Louis Philippe, le quai Louis XVIII situé le long du canal Saint-Martin à Paris, devint le quai de Valmy. Le roi des barricades visita le champ de bataille au mois de juin 1831²⁴. On se garda bien, alors, d'attribuer le mérite de la victoire aux volontaires de 1792. En 1834, le général Bugeaud ira même jusqu'à dire: »Les bataillons de volontaires de 1792 auraient vaincu grâce à l'enthousiasme! C'est faux! Dans les deux premières campagnes, ils furent presque indisciplinables, parce qu'il s'y trouvait des hommes qui avaient apporté l'esprit des clubs. Ils furent battus dans presque toutes les circonstances, à cause de leur inexpérience. Ce n'est qu'à la bataille de Fleurus qu'ils ont commencé à rendre des services. A Jemappes et à Valmy, les principales forces étaient composées de la vieille armée de ligne«²⁵. Ces manifestations par lesquelles Valmy commença à émerger de l'oubli n'exercèrent toutefois pas sur la mémoire collective des Français une influence comparable à celle des manuels d'histoire de la III^{ème} République, surtout ceux destinés aux écoles primaires²⁶.

22 C'est probablement la première fois que la Marseillaise est qualifiée d'hymne national.

23 Les informations sur ces différentes célébrations sont tirées du *Moniteur universel*.

23a *Le duc d'Orléans est un prince dévoué à la cause de la Révolution, le duc d'Orléans ne s'est jamais battu contre nous, le duc d'Orléans était à Jemappes* (Dans: DE VAULABELLE, Histoire des deux Restaurations (janvier 1813–octobre 1830), Paris 1860 t. VIII).

24 A Valmy, Louis-Philippe rencontra un ancien canonier qui avait perdu un bras lors de la bataille et qui lui réclama le rétablissement de sa pension de 800f. accordée par la Convention et supprimée depuis. Le souverain le décora aussitôt sur le lieu même où il avait défendu la patrie (*Moniteur universel* du 11 juin 1831, cité par CHUQUET [comme n. 9] p. 244). Un tableau commémorant cette visite a été présenté au Salon de 1836 par Mauzaisse et se trouve aujourd'hui au Musée de Carcassonne.

25 Arthur CHUQUET, Les guerres de la Révolution, t. III, La retraite de Brunswick, Paris 1887, p. 48 suiv.

26 Sous la monarchie de Juillet, à plusieurs reprises, on exposa dans les salons de peintures des œuvres représentant la bataille de Valmy (renseignement obligeamment communiqué par Mme Suzana Merlo qui prépare une thèse sur »les salons de peinture et l'histoire américaine (1840–1870)«. Paul GERBOD

Que fut donc exactement la bataille de Valmy? On ne donnera, ici, que les détails indispensables à une bonne compréhension du problème. Comme on le sait, la guerre imprudemment déclarée le 20 avril 1792 au *roi de Hongrie et de Bohême* avait très mal commencé pour les armées françaises. Toutefois, l'entente n'était pas parfaite entre les deux principaux coalisés, la Prusse et l'Autriche, chacun des partenaires soupçonnant l'autre de vouloir le laisser seul tirer les marrons du feu et craignant de le voir régler, sans lui, le question polonaise par une entente, en tête à tête avec la Russie, dont le larron exclu ferait les frais²⁷.

Bref, les gouvernements de Vienne et de Berlin traînèrent les pieds et c'est pourquoi la Prusse ne mit en ligne que 42 000 hommes et l'Autriche 56 000, alors que leurs forces armées se montaient, respectivement, à 223 000 et 171 000 hommes. L'Autriche laissa 25 000 hommes sur la frontière de Belgique et 16 000 sur le Rhin. Son contingent en Lorraine et Champagne ne se monta donc qu'à 15 000 hommes²⁸. Malgré l'appoint de 4 à 5 000 émigrés de l'armée de Condé, les Alliés n'eurent jamais la supériorité numérique sur le front de Champagne, fait de la plus grande importance à une époque où la guerre se faisait à coup d'hommes. Les émigrés se répandaient en propos qui laissaient croire aux états-majors prussien et autrichien que la guerre serait facile. Scharnhorst devait écrire que les dires des émigrés eurent l'influence la plus fâcheuse sur les opérations de 1792: *De fausses informations entraînent des décisions defectueuses en matière de plans de campagne*²⁹. L'armée prussienne était entrée en campagne avec une artillerie qui devait, à l'usage, se révéler médiocre et avec une intendance et un service de santé au dessous de tout, deux phénomènes qui ne devaient pas rester sans conséquences³⁰.

Le commandement de l'armée d'invasion avait été confié au duc de Brunswick. Chose curieuse, pendant la guerre de Sept-Ans, on lui avait présenté Dumouriez, son

souligne que dans la première moitié du XIX^e siècle, les manuels scolaires évoquaient les victoires de Jemappes et de Fleurus et, qu'après 1830, ils rappelèrent le rôle joué par «le jeune duc de Chartres», le futur roi Louis-Philippe aux côtés de Dumouriez, surtout à Jemappes mais aussi à Valmy («La Révolution enseignée à la jeunesse française pendant la première moitié du XIX^e siècle», *Revue Historique*, n° 568, octobre-décembre 1968, p. 438.

27 Sur les rapports entre Prussiens, Autrichiens et ... Russes, Arthur CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, t. I, La première invasion prussienne (11 août–2 septembre 1792), p. 133 suiv., 136 suiv. Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. II, La chute de la royauté, 2^{me} édit., Paris 1889, p. 461–465, 469, 494–497, 559 suiv., t. III, La guerre aux rois 1792–1793, Paris 1891, p. 46 suiv. Marcel DUNAN, *La Révolution française et l'Europe*, t. I, La période monarchique: de chaos à la guerre, 2^{me} édition, Les cours de Sorbonne, Paris 1949, p. 129–133, André FUGIER, *La Révolution française et l'empire napoléonien*, Histoire des relations internationales, publiée sous la direction de Pierre RENOUVIN, t. IV, Paris 1954, p. 50–52.

28 Chiffres donnés par Georges LEFEBVRE, *La Révolution française, Peuples et Civilisations*, Histoire générale publiée sous la direction de Louis HALPHEN et Philippe SAGNAC, t. XIII, n. édit., Paris 1951, p. 261 suiv. (on a rectifié une légère erreur de calcul de l'auteur). Voir aussi CHUQUET, t. I (comme n. 27) p. 90 suiv., 116, 143, 145, t. II comme n. 9, p. 1; DUNAN (comme n. 27), p. 134; SOREL (comme n. 27) t. II p. 92, t. III p. 4.

29 *Daß man in dieser Zeit, den Emigranten ganz glaubte, ist schon aus dem Plan des Feldzuges von 1792 abzunehmen ... Falsche Voraussetzungen erzeugten falsche Maaßregeln, sowohl in Rücksicht des Plans zum Feldzuge als in der Ausführung desselben*, SCHARNHORST G. J. D., *Entwicklung der allgemeinen Ursachen des Glücks der Franzosen, in dem Revolutionskriege, und insbesondere in dem Feldzuge von 1794*, in: *Neues militairisches Journal*, Bd. 8 Hannover 1797, p. 23 suiv.

30 CHUQUET (comme n. 27) p. 90 suiv., 156 suiv.

futur adversaire de 1792, qui avait été fait prisonnier à la veille de Clostercamp. Ce détail et le fait que l'un et l'autre étaient franc-maçons devaient jouer leur rôle dans les explications que certains donnèrent de la retraite des Prussiens après Valmy. Dans le gouvernement de son duché, Brunswick s'était acquis la réputation d'un souverain éclairé administrant bien, cultivant les sciences et les arts. Mirabeau voyait en lui *un homme d'un mérite transcendant*³¹. Carra, le journaliste girondin, le proclamait le plus grand guerrier et le plus grand politique du siècle³², autant d'opinions qui ne témoignent pas en faveur des qualités de jugement de leurs auteurs. Il n'empêche que peu avant la déclaration de guerre, Narbonne, le ministre de la Guerre avait dépêché un émissaire auprès du duc pour lui offrir le commandement en chef des armées françaises³³. L'offre, en soi, n'avait rien de scandaleux, le plus grand homme de guerre français du XVIII^e siècle ne fut-il pas Maurice de Saxe et le Bavarois Luckner ne fut-il pas, après le 10 août 1792, nommé *généralissime* des armées françaises, promotion destinée, il est vrai, à ménager sa susceptibilité car on eut la sagesse de le priver de tout commandement effectif³⁴.

Ce n'est que le 18 août 1792 que l'armée de Brunswick pénétra en France par les Ardennes³⁵. Son plan prévoyait que les Prussiens devaient s'emparer de Longwy, puis de Verdun, de manière à séparer l'armée française cantonnée près de Sedan de celle qui l'était près de Metz. Une fois la Meuse atteinte, on assiégerait les places fortes laissées en arrière, puis l'on marcherait sur Paris. Après avoir parcouru 10 kilomètres en 3 jours l'armée des coalisés arriva devant Longwy le 21 août, la place se rendit le 23. Le 30, les envahisseurs étaient sous Verdun qui capitula sans combat le 2 septembre.

Pour faire face à l'invasion, le Comité exécutif provisoire disposait de deux armées: celle de Sedan, sous les ordres de Dumouriez qui venait de remplacer La Fayette passé aux Autrichiens, celle de Metz où Luckner, ramené à l'arrière avec le grade de généralissime, en raison de son incompétence, avait été remplacé par Kellermann, lequel fut subordonné à Dumouriez qui reçut le commandement en chef des forces stationnées entre Dunkerque et Metz.

La capitulation de Verdun avait ouvert à Brunswick la route de Paris par Châlons. Servan, le ministre de la Guerre ordonna à Dumouriez d'abandonner son plan d'invasion de la Belgique et de se porter au-devant de Brunswick. Il lui prescrivit ensuite de se replier sur Châlons et de manœuvrer derrière la Marne pour couvrir Paris. Dumouriez ne l'écouta pas et cette désobéissance allait permettre la victoire de Valmy tout comme celle de Sarrail refusant, en 1914, d'évacuer Verdun malgré les injonctions de Joffre, avait rendue possible la manœuvre qui conduisit à la victoire de la Marne³⁶. Dumouriez choisit, en effet, d'occuper et de défendre les cinq défilés de l'Argonne: le Chêne-Populeux, la Croix-aux-Bois, Grand-Pré, la Chalade, les

31 Cité par CHUQUET (comme n. 27) p. 124.

32 idem.

33 idem, p. 122 SOREL, t. II (comme n. 27) p. 354. DUNAN (comme n. 27) p. 106.

34 Sur la nomination de Luckner comme généralissime, CHUQUET, t. I (comme n. 27) p. 200. On ajoutera que c'est à Luckner que Rouget de Lisle dédia le «Chant de guerre de l'armée du Rhin», qui deviendra «la Marseillaise».

35 Pour le détail des opérations, l'on se permettra, une fois pour toutes, de renvoyer à CHUQUET (comme n. 9 et n. 27) qui a tout dit.

36 Sur le plan de Dumouriez en Argonne, CHUQUET (comme n. 9) p. 40-43.

Islettes. A cet effet, il donna ordre à Kellermann de quitter son camp de Metz et de venir le rejoindre avec 16 000 hommes et à Beurnonville de lui amener 10 600 hommes de l'armée du Nord rassemblés au camp de Maulde. Dès lors Dumouriez avait à sa disposition une cinquantaine de mille hommes soit plus que les coalisés³⁷.

Le roi de Prusse et Brunswick s'étaient immobilisés, sans agir, jusqu'au 15 septembre dans les faubourgs de Verdun sous une pluie continue qui déclencha une épidémie de dysenterie parmi leurs troupes³⁸. G. Lefèbvre n'a pas craint d'écrire que, durant, cette campagne, »la pluie fut pour la Révolution le plus précieux des alliés«³⁹, comme si elle n'avait pas aussi mouillé les Français, opinion rappelant ce qu'on avait pu lire dans la presse, durant l'hiver 1939-1940, à savoir que le Rhin ne débordait que d'un côté et que, de ce fait, les casemates de la ligne Siegfried étaient inondées et non celles de la ligne Maginot...⁴⁰. Le 18 septembre, l'armée de Brunswick qui s'était remise en route, arrivait à Clermont-en-Argonne: il y avait 32 jours qu'elle avait passé la frontière près de Longuyon à environ 100 kilomètres de là! On ne peut pas dire que ses soldats s'étaient épuisés en marches forcées et si l'intendance avait eu beaucoup de mal à suivre, ils ne souffraient pas de la disette car ils avaient à Verdun, trouvé des vivres en abondance. Quoi qu'il en soit, l'état-major prussien se félicitait plutôt de la jonction de Beurnonville et de Kellermann avec Dumouriez car ils pensaient les écraser d'un coup⁴¹.

La position des Français en Argonne semblait solide mais les Autrichiens parvinrent à s'emparer du défilé de la Croix-aux-Bois où, imprudemment, Dumouriez n'avaient laissé qu'une centaine d'hommes. L'Argonne se trouvait donc tournée; Dumouriez fit alors repasser ses troupes à l'ouest du massif mais, au lieu de les diriger vers l'ouest pour couvrir Paris, il leur donna ordre de remonter la vallée de l'Aisne et les rassembla au camp de Sainte-Menehould où Kellermann vint le rejoindre. Ce mouvement de retraite avait permis aux Prussiens de Brunswick d'entrer en Champagne par le défilé de Grand-Pré. Ainsi l'armée prussienne se trouvait-elle à l'ouest, les forces françaises à l'est, c'était un front renversé!

Il devenait hasardeux pour les coalisés de s'avancer sur Châlons et Reims avec, dans le dos, la menace de 52 000 Français⁴², à qui l'on ne pouvait opposer que 36 000

37 CHUQUET (comme n. 9) p. 161 suiv. Selon Marc BOULOISEAU, *La République jacobine 10 août 1792 - 9 thermidor an II*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine t. II, Paris 1972, la France aurait engagé à Valmy près de 100 000 hommes, chiffre évidemment erroné, en majorité des volontaires, seconde erreur.

38 Selon CHUQUET (comme n. 9) p. 76, on donnait, dans la région de Verdun, le nom de courée prussienne, à cette dysenterie qui, selon lui, aurait été provoquée par l'absorption inconsidéré de pommes de terre et de raisins insuffisamment mûrs. Cela est bien la preuve des carences des services d'intendance et de santé de l'armée prussienne.

39 LEFEBVRE (comme n. 28) p. 265

40 Souvenir personnel de l'auteur.

41 MASSENBACH (comme n. 17) I, p. 55.

42 L'armée prussienne avait vu, par blessures et maladie, ses effectifs fondre de 45 000 à 36 000 hommes, alors que les Français pouvaient lui en opposer 52 000. Les armées de Dumouriez, de Kellermann et de Beurnonville pouvaient en outre être secondées par 23 000 hommes répartis sur la Suipe, à Châlons et à Bar. On pouvait, donc, du côté français, compter, le cas échéant, sur 75 000 hommes. A Valmy, s'opposèrent 34 000 Prussiens et 36 000 Français (16 000 de Kellermann, 6 000 de Stengel, environ 9 000 de Beurnonville et 5 000 de Chazot). Ces chiffres sont tirés de l'ouvrage d'Arthur CHUQUET (comme n. 9) p. 228 et 242, dont on a rectifié quelques erreurs d'addition.

hommes car le résultat le plus clair de tous ces mouvements fut que, sur un point donné, les forces françaises jouirent de l'avantage numérique.

Malgré Brunswick qui eût préféré manœuvrer, le roi Frédéric-Guillaume ordonna de revenir en arrière et d'attaquer les Français. Le 19 septembre 1792, Kellermann installa ses 16 000 hommes près de la route de Châlons à Sainte-Menehould, mais il s'aperçut de l'incommodité de sa position bordée par des marais et par la rivière l'Auve qui risquait de rendre ses mouvements difficiles dans le cas où il serait contraint de battre en retraite. Il demanda à Dumouriez l'autorisation de se replier derrière l'Auve, c'est à dire au sud de la grand-route. Dumouriez accepta, tout en lui conseillant d'occuper la colline de Valmy, au nord de cette dernière afin de protéger son mouvement.

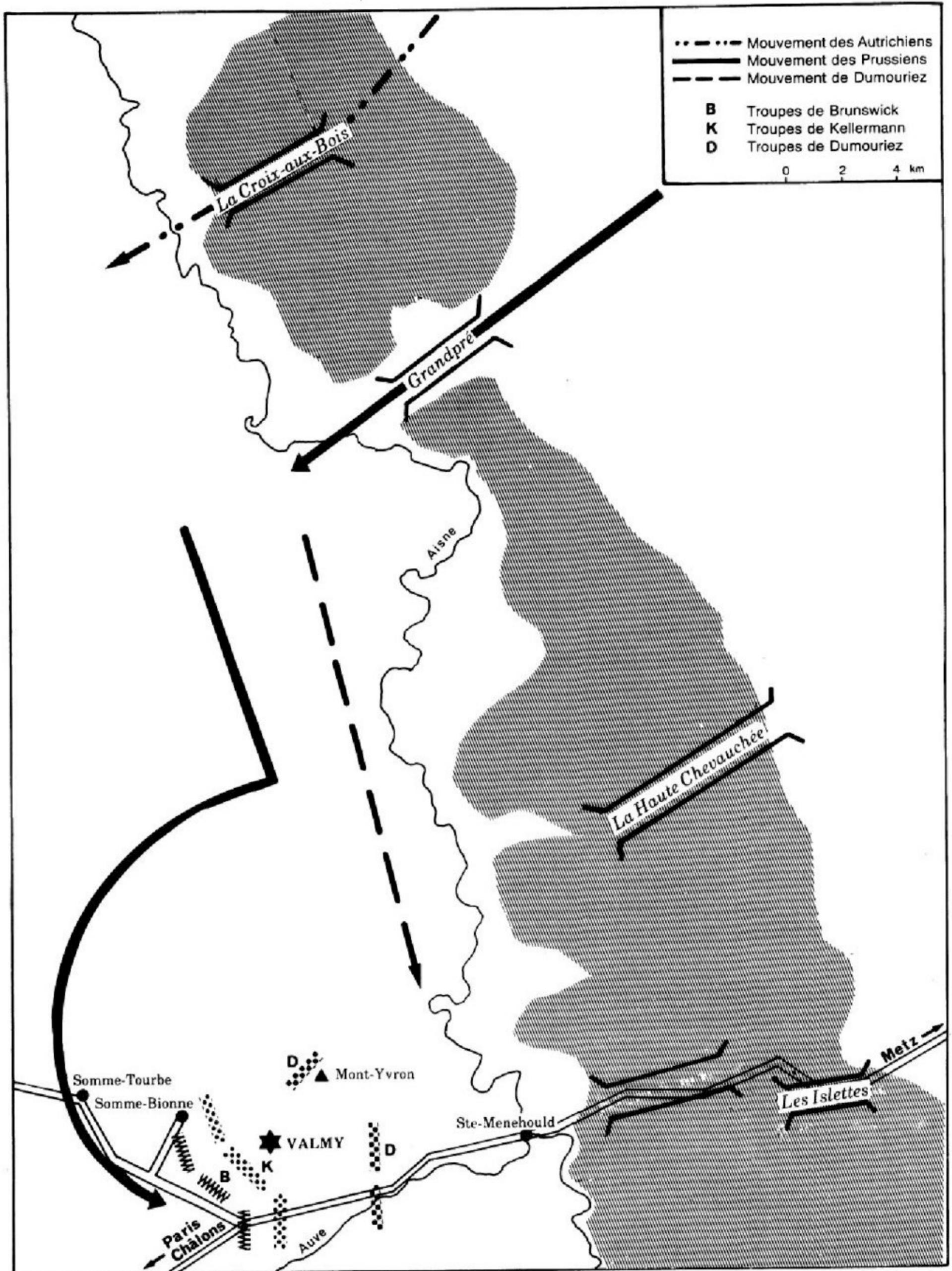
Le 20 septembre, à 7 heures du matin⁴³ et sous un épais brouillard, l'avant garde de Massenbach surprit Kellermann en plein mouvement de repli. Celui-ci qui n'avait pas prévu cette arrivée subite, fit alors occuper tout le terrain de Valmy, non sans précipitation ni désordre. Dès lors le sens de la bataille est clair, pour Kellermann, il faut tenir la colline afin de pouvoir couvrir son mouvement de retraite, pour Brunswick, il s'agit de s'en emparer afin de le contrarier.

Il serait fastidieux de conter la bataille par le menu⁴⁴. Il suffit de savoir que Kellermann tenait la position de Valmy pour peu favorable, en effet, au nord-nord-est, elle est dominée par la colline du Mont-Yvron. Voulant occuper celle-ci, il y fut devancé par les Autrichiens. Heureusement, Stengel, le meilleur lieutenant de Dumouriez, reprit la position avec sa cavalerie et son artillerie volante. Dumouriez lui dépêcha Beurnonville avec six bataillons. De ce côté-ci de son dispositif, Kellermann n'avait plus rien à redouter. On connaît la suite: les deux artilleries ne cessent de se canonner dans le brouillard mais elles sont trop éloignées l'une de l'autre pour se porter des coups précis et efficaces – quand le soleil perce le brouillard, vers midi, Brunswick constate avec stupeur que loin d'être en retraite, les troupes françaises, disposées en amphithéâtre dans la plaine et sur les hauteurs acceptent la bataille rangée. Vers une heure de l'après midi l'assaut de l'infanterie prussienne commença, mais Brunswick commit l'erreur de ne pas la faire accompagner et appuyer au plus près par son artillerie. Il arrêta ses troupes au moment où elles pénétrèrent dans la zone battue par les coups de l'artillerie française.

Le roi et Brunswick réunirent un conseil de guerre: *Hier schlagen wir nicht* laissa tomber Brunswick qui abandonna la bataille. Frédéric-Guillaume, impressionné par la tenue au feu de ce qu'il avait appelé dédaigneusement une *armée de savetiers et de tailleurs* et dont il avait pensé venir facilement à bout, renonça définitivement à l'assaut. La canonnade cessa vers six heures du soir avec l'épuisement des munitions

43 Sans doute pour donner plus d'éclat à ses mérites, Kellermann, dans son rapport au ministre de la guerre, avance de trois heures tous ses mouvements. A l'en croire l'engagement aurait commencé à quatre heures du matin, c'est-à-dire en pleine nuit, en ce jour d'équinoxe. Cf. CHUQUET (comme n. 9) p. 192 suiv.

44 Le meilleur récit reste de celui de CHUQUET (comme n. 9) p. 182–250. Parmi les études plus récentes: Emmanuel HUBLLOT, *Valmy ou la défense de la nation par les armes?* Paris 1987 (Fondation pour les études de la défense nationale). Un résumé très suggestif de la campagne et de ce qui s'est passé le 20 septembre: Emmanuel HUBLLOT, «Vive le son du canon! Aperçus sur Valmy», *Armées d'aujourd'hui* (comme n. 2) p. 114–117.



et, comme le dit Goethe: *ce fut comme s'il ne s'était rien passé*⁴⁵. L'affaire avait coûté 184 hommes à la coalition, 240 aux Français, ce qui était insignifiant⁴⁶.

La nuit tomba, l'armée prussienne bivouaqua sur place. Profitant de l'obscurité, Kellermann reprit le mouvement de retraite qu'il avait dû interrompre le matin pour se retirer derrière l'Auve. Il tira fierté d'avoir pu décrocher sans donner l'éveil à l'ennemi. Il en informa le ministre de la guerre par une lettre du 24 septembre: *Ce fut un coup de théâtre, j'avais tiré mon armée du mauvais pas en faisant cette marche la nuit, à la barbe des Prussiens*⁴⁷. Cela n'avait rien d'un communiqué de victoire. Déjà, le 23 septembre, Servan avait écrit à Dumouriez: *Je vois ... qu'en perdant plus ou moins de monde, les ennemis ont fait ce qu'ils ont voulu, ont coupé vos communications et se sont placés entre vous et Châlons*⁴⁸. Le ministre semblait donc redouter le pire mais, le 30 septembre, dix jours après la bataille, Brunswick donnait l'ordre de la retraite. Si, comme on le verra, cette sorte de cessez-le-feu qui régna durant dix jours de même que la retraite qui suivirent sont à mettre à l'actif de la diplomatie, celle-ci ne put entrer en jeu de façon efficace que dans la mesure où l'armée française avait contraint Brunswick à rompre le combat à Valmy.

Les Français avaient donc fait excellente figure à Valmy et l'on sait que toute une légende a attribué cette victoire aux volontaires de 1792, levés par le décret du 11 juillet déclarant la Patrie en danger et à ceux fournis par la population de Paris après l'appel lancé le 2 septembre par la Commune insurrectionnelle⁴⁹. Cette légende prit corps après 1870 à un époque où l'on s'attachait à développer l'amour de la patrie, l'attachement à la République et à exalter les vertus guerrières des Français⁵⁰.

En 1887, Arthur Chuquet a tordu le coup à cette légende d'une manière que l'on aurait pu croire définitive⁵¹. S'appuyant sur une connaissance très poussée des archives du Ministère de la Guerre et, en particulier, des états de situation des corps de troupe, il a démontré qu'à Valmy les volontaires n'étaient qu'une minorité et qu'en aucun cas ils ne pouvaient provenir des levées de 1792. Etudiant la composition des troupes placées, le 20 septembre, sous les ordres de Kellermann, il a prouvé de façon irréfutable, qu'elles étaient constituées de onze régiments de ligne venus de l'ancienne armée royale, dont deux étaient allemands, les ci-devant Salm-Salm et Nassau⁵², devenus respectivement le 62^e et le 96^e régiments d'infanterie de ligne et de seulement deux bataillons de volontaires, le 1^{er} bataillon de Saône-et-Loire, le 2^e bataillon de la Moselle⁵³. Ces bataillons de volontaires représentaient donc au plus

45 ... und es war eben, als wenn nichts gewesen wäre. Johann Wolfgang von GOETHE, Campagne in Frankreich 1792, édit. Winkler, München 1976, p. 606.

46 Ces chiffres ont été donnés par CHUQUET (comme n. 9) p. 228.

47 Cité par CHUQUET (comme n. 9) p. 227.

48 idem, p. 230.

49 Sur la levée décidée par la Commune insurrectionnelle qui, sur ce point, s'arrogeait des pouvoirs qui étaient ceux de Comité exécutif provisoire, François FURET et Denis RICHEL, La Révolution française, n. édit. Paris 1973, p. 172.

50 Une liste copieuse d'études consacrées aux volontaires et publiées avant 1914, a été dressée par Pierre GAXOTTE et Jean TULARD (comme n. 10) p. 202-203.

51 Arthur CHUQUET, Les guerres de la Révolution, t. I, La première invasion prussienne (1887), t. II, Valmy (1887), t. III. La retraite de Brunswick (1887).

52 Sur le régiment de Nassau, Das Regiment (Nassau) Nr. 96 in der Revolutionszeit, in: Mitteilungen des Historischen Vereins für die Saargegend, VIII (1914), p. 64-93 (sur son rôle à Valmy, p. 67).

53 CHUQUET (comme n. 9) p. 247-249.

10 % des effectifs des troupes de Kellermann⁵⁴. Le fait que les Prussiens aient sous-estimé la résistance que celles-ci leur opposeraient vient sans doute de ce qu'ils croyaient que l'armée française n'était composée que de volontaires et de fédérés, ces gardes nationaux des départements dont un décret de la Législative du 8 juin 1792 avait prévu le rassemblement à Paris.

On peut élargir l'enquête à la partie de l'armée de Dumouriez (le corps de Stengel) et à l'armée de Beurnonville qui, sans supporter l'essentiel du choc, intervinrent néanmoins le 20 septembre. Dans la première, ils formaient près de 64 % des effectifs de l'infanterie et près de 30 % de l'ensemble, dans la seconde, environ 50 % de l'ensemble⁵⁵. Ce contraste dans la proportion des volontaires, selon qu'ils appartenaient à la troupe de Kellermann ou au reste de l'armée a été bien mis en évidence par Chuquet: »Si l'armée de ligne n'était pas assez nombreuse pour repousser l'ennemi, elle trouva, dans les volontaires de 1791 qui formaient environ les deux tiers des troupes, un puissant soutien«⁵⁶; »L'armée de Kellermann se composait presque uniquement de troupes de ligne«⁵⁷.

Quant au rôle qu'auraient joué les volontaires des levées de 1792, Chuquet le définit ainsi: »On ne saurait trop le répéter; ce ne furent pas ces bataillons levés pendant les mois de juillet, d'août et de septembre qui sauvèrent la France en 1792; ce ne fut pas cette cohue qui vainquit les Prussiens et refoula l'invasion. L'honneur de la résistance revient aux soldats de la ligne et aux volontaires de la première formation, aux braves du camp de Maulde que Beurnonville menait à Ste-Menehould, à l'armée de Sedan que Lafayette avait organisée et que Dumouriez anima de sa confiance et de sa hardiesse, à l'armée du Centre presque entièrement formée de troupes régulières«⁵⁸.

Pour expliquer pourquoi la victoire de Valmy ne pouvait pas avoir été remportée par ces fameux volontaires de 1792, mais l'avait été par des soldats venus de l'ancienne armée royale, renforcés par des volontaires de la levée de 1791, bref pour comprendre ce qu'était l'armée de Valmy, où se côtoyaient des soldats de deux types différents de formations: les unités héritées de l'ancienne armée royale que l'on avait pris l'habitude de nommer »armée de ligne«, force permanente, et les bataillons de »volontaires nationaux« qui n'étaient pas considérés comme des unités permanentes, il est nécessaire de rappeler brièvement ce que fut l'histoire de l'armée française depuis la fin de l'Ancien Régime.

L'Ancien Régime à son crépuscule avait laissé à la France une excellente armée de 156 000 hommes, tous volontaires, formée de 102 régiments d'infanterie, de 12 bataillons d'infanterie légère, de 62 régiments de cavalerie et de 7 d'artillerie à pied⁵⁹.

54 Calculé d'après CHUQUET (comme n. 27), p. 29 et 35. Cette proportion est sans doute trop élevée. En effet, l'effectif de chacun des bataillons de volontaires levés en 1791 avait été porté à 800 hommes par un décret du 5 mai 1792, mais beaucoup ne possédaient que l'effectif primitif de 574 »volontaires nationaux«, fixé en 1791.

55 Calculé d'après CHUQUET (comme n. 9) p. 55 et 154.

56 Les guerres de la Révolution t. I (comme n. 27) p. 70. Le contexte montre que cette affirmation s'appliquait à l'infanterie de l'armée du Nord (Lafayette puis Dumouriez).

57 CHUQUET (comme n. 9) p. 247.

58 CHUQUET (comme n. 25) p. 48.

59 Samuel F. SCOTT, Le dernier carré de l'armée royale, in: Armées d'aujourd'hui, n° 139, mars 1989, p. 111.

L'état-major avait donné la primauté aux manœuvres dans les camps sur les exercices de parade si bien que l'on pouvait penser que cette armée ne ferait pas mauvaise figure en cas de conflit. L'adoption de l'excellent fusil à pierre modèle 1776 et de la cartouche de papier avait doublé la puissance de feu de l'infanterie⁶⁰. Grâce à Gribeauval, elle avait été équipée de la meilleure artillerie de campagne de l'époque, qu'au début des hostilités La Fayette avait dotée de batteries volantes à cheval⁶¹, du type de celles qui devaient permettre à Stengel de s'emparer du Mont-Yvron.

La Constituante avait décidé que l'armée du temps de paix, l'armée de ligne, serait composée de 150 000 hommes (en réalité, 164 269) avec 104 régiments d'infanterie, 14 bataillons d'infanterie légère, 62 régiments de cavalerie, 7 régiments d'artillerie⁶². Le recrutement n'avait pas été modifié en dépit des efforts de Dubois-Crancé pour obtenir l'instauration de la conscription⁶³ et il continuait à reposer sur le volontariat, avec primes d'engagement. Lors de la déclaration de guerre, cette armée se trouvait dans un état pitoyable, dévorée par l'esprit d'insubordination, désorganisée par la désertion, ensuite par la politique indécise, parfois contradictoire, de la Constituante et de la Législative.

Environ 6 000 officiers sur 9 000 avaient abandonné les rangs, soit en démissionnant, soit en émigrant⁶⁴. Pour les remplacer, on avait fait appel, pour moitié à des sous-officiers, pour moitié à des jeunes gens de la bourgeoisie venus de la Garde nationale. Autant que par l'excellence de leur matériel d'artillerie, les armées de la Révolution furent aidées par la solidité du corps de leurs officiers subalternes et de celui de leurs sous-officiers et par leur attachement à un régime qui leur avait ouvert l'accès aux grades supérieurs.

Il est plus difficile de mesurer la désertion parmi les soldats. Après la fuite du roi et son arrestation à Varennes, la Constituante avait donné ordre à l'armée de ligne *de se former au complet de guerre*, ce qui aurait dû porter ses effectifs à environ 220 000 hommes, dont 167 000 pour l'infanterie et un plus de 21 000 pour la cavalerie⁶⁵. Or il semble bien que lorsque se produisit l'invasion le déficit qu'offrait l'armée de ligne n'était pas aussi considérable qu'on l'a parfois écrit. En effet, dans l'infanterie, il n'aurait guère manqué en moyenne que 50 ou 60 hommes par bataillon pour atteindre le chiffre légal, ce qui, au total, représentait tout de même un «trou» de 11 000 à 13 000. On ignore ce qu'il en était pour la cavalerie⁶⁶. Il semble bien pour toute l'armée que, dans les débuts, les engagements provoqués par la crise économique, ne soit pas parvenus à combler les vides creusés par la désertion et que les bataillons furent bien loin d'atteindre les effectifs légaux du temps de guerre (750 homme)⁶⁷. En 1791 après Varennes, fut entreprise une vigoureuse campagne pour provoquer de nouveaux engagements dans les régiments de l'ancienne armée. Sur le succès de cette propagande les avis divergent. Pour certains, elle n'aurait guère donné

60 En vérité, ce détail n'a pas beaucoup d'importance pour le sujet, puisqu'à Valmy, seule l'artillerie tira.

61 LEFEBVRE (comme n. 28), p. 266.

62 CHUQUET (comme n. 27) p. 23 et suiv.

63 LEFEBVRE (comme n. 28) p. 153.

64 CHUQUET (comme n. 27) p. 40.

65 Calculé d'après CHUQUET (comme n. 27) p. 28 suiv.

66 Calculé d'après CHUQUET (comme n. 27) p. 69.

67 CHUQUET (comme n. 27) p. 30.

de résultats. En revanche selon Samuel F. Scott, durant la seule année 1791, 50 000 nouveaux soldats, appelés *soldats auxiliaires*, auraient été inscrits sur les registres de contrôle et la Convention aurait hérité de la Législative d'une armée de ligne de 180 000 hommes ce qui était très loin des 220 000 que la Constituante avait prévu pour le temps de guerre⁶⁸. Jean-Paul Bertaud estime, qu'au moment de Valmy, plus de la moitié des effectifs des régiments de l'armée de ligne étaient constitués par des engagés recrutés de 1790 à 1792, ce qui signifierait que 90 000 jeunes gens se seraient, durant ce temps, enrôlés volontairement dans ces formations, ce qui paraît excessif⁶⁹.

En 1791, après la tentative de fuite du Roi, l'Assemblée constituante avait imaginé un autre moyen pour renforcer les forces armées françaises: la levée de 101 000 *volontaires nationaux soldés*, c'est-à-dire recevant une *solde*, pris dans les rangs de la Garde Nationale et regroupés en 169 bataillons⁷⁰. Ces volontaires étaient destinés à soutenir l'armée de ligne et non à gonfler les effectifs des unités la constituant déjà. On aurait pu penser que ce nouveau mode de recrutement aurait plus de succès que les engagements volontaires directs dans la ligne. En effet, l'engagement dans les bataillons de *volontaires nationaux* présentait des avantages par rapport à celui dans l'armée de ligne: les volontaires ne s'engageaient que pour un an au lieu de quatre, ils recevaient une solde 22 fois et demi plus élevée: 15 sous par jour au lieu des 8 deniers alloués aux «soldats auxiliaires» de l'armée traditionnelle; enfin droit pour eux d'élire leurs gradés. Le succès ne répondit pas aux espérances: en effet, au moment de la déclaration de guerre, il ne s'en trouvait que 33 000 sous les drapeaux et au lieu des 169 bataillons prévus on n'avait pu en organiser que 83⁷¹. La plupart de ces volontaires étaient en fait des conscrits car la Constituante avait décidé qu'ils seraient tirés au sort parmi les gardes nationaux⁷²; (il en ira de même pour ceux de la levée du 11 juillet 1792, celle de «la Patrie en danger», la Législative ayant alors décidé de recruter 50 000 nouveaux volontaires dans la Garde Nationale).

Comme l'a écrit l'historien Paul Nicolle, «Jamais il n'y eut de volontaires, plus spontanés, plus sincères que ceux de 91, la plupart issus de cette classe bourgeoise qui veut défendre les gains acquis depuis 1789»⁷³. Ces volontaires de 1791, venus de la Garde nationale étaient des citoyens actifs, c'est à dire qu'ils appartenaient à ces 4 millions et un peu plus de Français, âgés de 20 ans accomplis qui payaient une contribution au moins égale à la valeur de trois journées de travail. Jouissant pour cela du droit de vote, ils n'étaient en rien des prolétaires. Ils se recrutèrent surtout parmi les artisans et les petits commerçants des villes, parmi les fils d'acquéreurs de biens nationaux, beaucoup moins dans les professions libérales, encore moins dans la haute bourgeoisie. Ils appartenaient à une classe très attachée aux «conquêtes révolutionnaires» et étaient bien décidés à les défendre. Par leur niveau social, leurs

68 SCOTT (comme n. 59) p. 113. Il faudrait savoir si le chiffre de 50 000 concerne les seuls enrôlements dans l'armée de ligne et n'englobe pas aussi ceux dans les bataillons de *volontaires nationaux*.

69 Jean-Paul BERTAUD, L'union par les armes, in: Armées d'aujourd'hui, n° 138, mars 1989, p. 119.

70 CHUQUET (comme n. 27) p. 29.

71 CHUQUET (comme n. 27) p. 34.

72 Il y a une bonne définition juridique du «volontaire» dans Jean TULARD, Jean-François FAYARD, Alfred FIERRO, Histoire et dictionnaire de la Révolution française, Paris 1987, p. 1143. Il est dommage qu'il soit écrit que les «volontaires de l'an I», c'est-à-dire ceux de 1792-1793, contribuèrent à la victoire de Valmy.

73 Paul NICOLLE, La Révolution française (édit. Que sais-je?) Paris 1960, p. 58.

bataillons étaient bien au-dessus des régiments de la ligne légués par l'Ancien Régime et qui recrutèrent surtout dans le prolétariat rural et urbain lequel, en raison de sa pauvreté, était exclu de la Garde nationale, donc des bataillons de volontaires nationaux. Les quelques volontaires de 1791 qui se battirent à Valmy étaient des citoyens-soldats représentant davantage le pays légal, que le pays réel, le tiers-état que le quatrième-état.

Si leur désir de se battre n'était pas en cause – les généraux en convenaient – encore fallait-il les instruire et là les résultats obtenus, avant l'entrée en campagne, variaient considérablement d'un département à l'autre. Lorsque La Fayette prit le commandement de l'armée de Sedan en avril 1792, il s'efforça, en dépit de l'opposition de la Législative, d'accroître l'efficacité des bataillons de volontaires en créant des brigades associant à chacun d'eux, un régiment d'infanterie qui lui servait à la fois de modèle et de soutien⁷⁴. Cette sorte d'amalgame avant la lettre fut conservée par Dumouriez durant toute la campagne de 1792.

Il faut ajouter que le patriotisme et l'attachement à la Révolution des soldats de la ligne et des volontaires ne sauraient être mis en cause, à partir du moment où l'invasion menaçait la patrie et la Révolution: l'échec de La Fayette voulant faire marcher ses troupes contre l'Assemblée après le 10 août en est une preuve. Kellermann estimait que les troupes de ligne et les volontaires de 1791 étaient seuls capables de résister à l'invasion⁷⁵. L'avenir devait lui donner raison. Au moins autant que leurs qualités techniques, le patriotisme des uns et des autres explique leur bonne tenue au feu le 20 septembre.

La nouvelle que Brunswick marchait sur la frontière de Lorraine avait plongé le pays dans l'angoisse et provoqué en lui un grand sursaut de patriotisme. On décida de faire face et ce furent les mesures qui présidèrent au recrutement des volontaires de 1792: le 11 juillet alors que Brunswick était encore à Coblenz, la Patrie fut déclarée en danger et il fut décidé, le 19 juillet, de lever 42 nouveaux bataillons de volontaires, soit 33 600 hommes, pris dans la Garde nationale⁷⁶. Ce fut, le 2 septembre, la décision de la Commune insurrectionnelle invitant les Parisiens à former une armée de 60 000 hommes recrutés dans toutes les couches de la population et à l'envoyer immédiatement sur le front⁷⁷. Toutes ces mesures aboutirent à un recrutement plus démocratique que celui de 1791 car, depuis le printemps de 1792, en particulier à Paris, on avait fini par accepter des citoyens passifs dans la Garde nationale. Comme le fait remarquer Albert Soboul: «A la différence de celle de 1791, la levée de volontaires de 1792 comprit peu de bourgeois, mais essentiellement des gens de métier, artisans et compagnons»⁷⁸. Les hommes provenant de ces diverses levées devaient former le noyau de ces fameux volontaires de 1792, mais aucun d'eux ne prit part à la bataille de Valmy. Peu avant celle-ci, en effet, Dumouriez avait renvoyé à Châlons ce que Michelet, pourtant peu suspect de sentiments hostiles à la Révolution, appelait «une tourbe de volontaires moitié fanatiques et moitié bri-

74 LEFEBVRE (comme n. 28) p. 266.

75 CHUQUET (comme n. 27) p. 35.

76 Albert SOBOUL, Histoire de la Révolution française, I, de la Bastille à la Gironde, Paris 1962, p. 313.

77 François FURET-Denis RICHEL, La Révolution française (comme n. 49) p. 172.

78 SOBOUL (comme n. 76) p. 314.

gands⁷⁹ que Paris lui avait adressés et qui, pour certains, n'avaient d'autres états de service, que d'avoir participé aux massacres de septembre⁸⁰.

Pour en revenir aux volontaires de 1791, il faut répéter qu'ils n'étaient pas tous de qualité égale. Peu avant Valmy c'étaient des volontaires encore peu entraînés qui avaient abandonné le défilé de la Croix-au-Bois aux Autrichiens, obligeant, du même coup toutes les forces françaises à la retraite. Dumouriez était très attentif à tout ce qui touchait la discipline de l'armée et l'entraînement des volontaires au combat. Quand il rejoignit l'armée du Nord, le 15 juin 1792, on lui confia le commandement du camp de Maulde près de Valenciennes. Avec succès, il s'employa à rétablir la discipline et à aguerrir ses soldats. Il devait faire école: Beurnonville qui lui succéda au camp de Maulde et Kellermann à l'armée de Metz s'attachèrent, eux aussi, à remettre de l'ordre dans leurs rangs et à bien entraîner les volontaires de 1791. C'est ainsi que, depuis le début des hostilités la qualité des armées françaises s'améliorait. La guerre de postes aguerrissait les soldats et, malgré la Législative qui refusait que l'on versât les volontaires dans la ligne, les généraux associaient de plus en plus, dans leur dispositif, des bataillons de ligne et des bataillons de volontaires. Dans le camp ennemi, certains avaient fini par s'apercevoir de ces changements. Malgré les capitulations de Longwy et de Verdun, Massenbach qui commandait l'avant-garde prussienne fut frappé par l'esprit des troupes françaises qui n'avait rien de défaitiste:

La manière dont nous prîmes Verdun ne répondit nullement à nos espérances. Déjà, dans le combat près de Fonti, les troupes de ligne [c'est-à-dire les soldats de l'ancienne armée] avaient chanté le Ça ira et crié non Vive le Roi! mais Liberté! Egalité! déjà à Longwy, l'ancien régiment d'Angoulême quittant la forteresse avait donné des signes de son peu d'attachement à la royauté, mais à Verdun nous fûmes accueillis avec exaspération: »Au revoir aux plaines de Châlons« criait la garnison en se retirant^{80a}

Cette résolution de la ligne était partagée par les volontaires.

Ainsi peut-on comprendre que la tenue des troupes de Kellermann ait surpris Brunswick: la discipline était rétablie, les volontaires faisaient aussi bonne figure que leurs aînés. Cela ne doit pas faire oublier que, ce jour-là, ils n'étaient qu'une minorité. La bataille avait été supportée surtout par les soldats de l'ancienne armée rentrés dans la discipline, par les anciens sous-officiers de cette armée devenus officiers. Tous les généraux dont le nom a été cité ici: Dumouriez, Kellermann, Stengel, Beurnonville, avaient servi dans l'ancienne armée royale. L'excellente cavalerie était, elle aussi, un legs de l'Ancien Régime, tout comme l'artillerie qui surclassa celle de l'ennemi. Elle permit à Kellermann de tenir et, de ce point de vue, le principal mérite de la victoire revient peut-être au général d'Aboville qui la commandait.

Si Valmy ne peut être considérée comme une victoire des volontaires de 1792 ni, comme on l'a écrit récemment comme une victoire de la République⁸¹, il n'en

79 Jules MICHELET, Histoire de la Révolution française, édit. Gérard WALTER, t. I, Paris 1952, p. 1093.

80 »Les volontaires se montraient le plus souvent disposés aux exécutions sommaires« (LEFEBVRE, comme n. 28, p. 252).

80a MASSENBACH (comme n. 17) I, p. 41.

81 Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, La Révolution et les principes de notre défense ..., in: Armées d'aujourd'hui (comme n. 3) p. 9: (»La République a manifesté, sur ces champs de Valmy, sa capacité de rassemblement«). Général Robert BASSAC, Gros plan sur les campagnes révolutionnaires, in: Armées d'aujourd'hui, (comme n. 3) p. 124: (»Valmy ... première victoire de la République«).

demeure pas moins que le comportement ultérieur des Prussiens et de leur général en chef, que celui de l'armée française peuvent paraître énigmatiques sur plus d'un point. Pourquoi l'armée prussienne s'est-elle arrêtée devant les hurlements des troupes de Kellermann? Pourquoi s'est-elle hâtée de quitter le territoire français? Pourquoi a-t-elle pu le faire sans que l'armée française tente quoi que soit contre elle? Le comportement de Brunswick, l'attitude des Français ont, chacun de son côté, conduit les contemporains et la postérité à se poser beaucoup de questions et à avancer les explications les plus inattendues⁸². Nombre de celles-ci, aboutissaient à méconnaître complètement le rôle joué par la victoire de Valmy dans la retraite de Brunswick et c'est en réaction contre elles, il faut le répéter, que l'on forgea la légende des volontaires de 1792.

On a dit que Brunswick, formé à l'école de Frédéric le Grand, ne livrait, comme celui-ci à la fin de son règne, que les batailles qu'il était sûr de gagner. Ayant moins d'une quarantaine de milliers d'hommes sous la main, il n'aurait pas voulu courir le risque d'affronter une armée plus nombreuse dont il croyait, pourtant, qu'elle était sujette à d'inquiétantes paniques. Qu'à Valmy les Français aient tenu sous le feu, qu'ils aient été capables d'enthousiasme, ou de fanatisme, comme le prouvaient les cris de »Vive la Nation!«⁸³, aurait déconcerté ce statège de la vieille école. D'autres ont prétendu que ce général-philosophe, habité par la sensiblerie et l'esprit philosophique de son siècle, aurait eu du mal à supporter le spectacle de ses soldats affligés de la dysenterie. Il est certain que sa prudence l'a empêché de marcher sur Paris en sachant derrière lui les troupes de Dumouriez et Kellermann.

On a raconté aussi que Louis XVI, enfermé au Temple, terrorisé par la journée du 10 août et plus encore par les massacres de septembre, aurait fait savoir à l'Empereur son beau-frère et au roi de Prusse que si leurs troupes approchaient trop de la capitale, la famille royale courrait le plus grand risque d'être massacrée par la canaille. A ce propos, on a même insinué que la Commune insurrectionnelle qui faisait la loi à Paris aurait dépêché trois émissaires auprès du royal captif pour lui garantir la vie sauve, s'il acceptait d'accomplir cette démarche auprès des souverains de la coalition⁸⁴. Peut-être cette explication hasardeuse est-elle née du

82 On trouvera dans CHUQUET (comme n. 9), dans GALTIER-BOISSIERE (comme n. 5) p. 31 et suiv., dans ROUX (comme n. 1), p. 45-46, un catalogue de ces différentes interprétations.

83 En réalité à Valmy, les soldats de Kellermann crièrent *Vive la nation! Vive la France! Vive notre général* (CHUQUET, n. 9 p. 207). On aperçoit ici le poids de la tradition de l'Ancien Régime dans l'armée de Kellermann, en effet, avant la Révolution, les soldats, dans les mêmes circonstances criaient *Vive le Roi! Vive la France! Vive notre général!* (renseignement aimablement communiqué par Mr. André Corvisier, professeur émérite de l'université de Paris IV).

84 Parmi les ouvrages qui ont contribué à diffuser, ultérieurement, cette interprétation dans le public, il faut citer les mémoires, à utiliser avec précaution, du général Jean SARRAZIN (*Histoire de la guerre de vingt-quatre ans, du 20 avril 1792 au 20 novembre 1815*, Bruxelles 1848), L'auteur qui prétend avoir reçu les confidences de Dumouriez à Londres en 1810, se fait aussi le colporteur de l'explication par la Franc-maçonnerie, et de celle selon laquelle Dumouriez aurait acheté la retraite de Brunswick à prix d'argent. On retrouve l'exposé du rôle que l'on aurait fait jouer à Louis XVI, dans les Mémoires des Sanson cités par GALTIER-BOISSIERE (comme n. 5 p. 32). Cet ouvrage est le type de ces publications de documents apocryphes, faussés et truqués, que les éditeurs offraient au public de la Restauration avide de pittoresque et de sensations romanesques. Rappelons que c'est un membre de la famille Sanson qui guillotina Louis XVI.

fait que durant les négociations qui suivirent la bataille on se préoccupa beaucoup, du côté prussien, du sort de Louis XVI⁸⁵?

On a avancé aussi que Brunswick aurait voulu ménager les Français en général et les Parisiens en particulier, parce qu'il espérait devenir roi de France et qu'il ne voulait pas que son trône reposât sur un monceau de cadavres. Il est évident que cette théorie est insoutenable car l'accueil fait par le peuple de Paris au manifeste que le duc avait commis l'erreur de signer, prouvait qu'il ne pouvait compter sur aucune sympathie de sa part. Il ne faut pas croire non plus que Brunswick ait jamais caressé pareille ambition aussi chimérique, mais le fait que certains milieux français aient sérieusement songé à lui offrir le trône de France pouvait donner quelque crédit à cette explication de son attitude. Michelet a accusé formellement Madame de Staël, son entourage et le parti Feuillant d'avoir proposé la couronne de France à Brunswick et ajouté que celui-ci ne prit pas l'affaire au sérieux mais que cette idée devait tout de même le tourmenter⁸⁶. Il ne fait aucun doute que Brunswick rencontrait la sympathie de certains milieux révolutionnaires. Le journaliste girondin Carra voulait lui offrir la couronne – il songeait également au duc d'York – pour en faire le restaurateur de la liberté de l'Europe et tenait pour certain que si le duc arrivait à Paris, ce serait pour aller aux Jacobins et y coiffer le bonnet rouge⁸⁷. Quand fut connu son manifeste qui menaçait Paris de destruction, les adversaires des Girondins, Marat et Robespierre en tête, utilisèrent les sympathies que certains avaient affichées pour le duc afin de discréditer tout le parti dans l'opinion. Le 1^{er} et le 2 septembre, devant la Commune insurrectionnelle, Robespierre devait dénoncer une *grande conspiration pour offrir le trône au duc de Brunswick*. Chaque jour, Marat demandait que l'on égorgeât les partisans de celui-ci⁸⁸. Le 4 septembre, dans une lettre à ses électeurs du Puy-de-Dôme, Couthon écrivait que Brunswick *marchait sur Paris avec l'insolente prétention de s'y faire proclamer roi de France*⁸⁹. Sans qu'il ait eu besoin de penser aussi loin, les massacres de septembre suffirent à faire comprendre à Brunswick que les Parisiens se défendraient farouchement contre l'invasion et, sans doute, pensa-t-il qu'il n'avait pas assez de soldats pour réduire une ville qu'il lui faudrait, peut-être, enlever maison par maison.

On a donc avancé bien des raisons plus ou moins plausibles pour expliquer la temporisation de Brunswick, mais sa retraite? Pourquoi les Français se sont-ils contentés de le laisser partir? Pourquoi ne l'ont-ils pas chassé? C'est là qu'intervient ce qu'on peut appeler le facteur français.

On a dit que Dumouriez avait fait jouer, auprès du général prussien, la solidarité

85 MICHELET (comme n. 79) I, p. 1211–1235. D'après l'auteur le roi de Prusse n'aurait consenti à la retraite «que sur la parole que lui auraient donnée Danton et Dumouriez de sauver à tout prix la tête de Louis XVI».

86 MICHELET (comme n. 79) I, p. 867, 1210.

87 CHUQUET (comme n. 27) p. 124, (comme n. 25) p. 140. Il est assez troublant de constater que Carra figura, aux côtés de Prieur de la Marne et de Sillery, parmi les représentants en mission que la Convention dépêcha auprès de Dumouriez après la bataille alors qu'il avait engagé des négociations avec Brunswick (CHUQUET, (comme n. 3 p. 139 suiv.).

88 MICHELET (comme n. 79) I, p. 1060 suiv., 1188.

89 F. MEGE, Correspondance inédite de Georges Couthon, député du Puy-de-Dôme à l'Assemblée législative et à la Convention, in: Mémoires de l'Académie de Clermont, Clermont-Ferrand 1871, p. 249.

maçonnique. Il est certain que, dans les débuts, les loges allemandes s'étaient montrées favorables à la Révolution mais les excès de celle-ci les en avaient vite détournées car leurs membres n'appréciaient guère les débordements de la populace⁹⁰. On prétendit même que Dumouriez avait acheté la retraite de Brunswick en lui versant des sommes considérables que Danton lui aurait fait parvenir à cet effet. Les premiers à lancer cette accusation furent certains émigrés français qui affirmèrent que si Brunswick avait battu en retraite c'est parce que Billaud-Varennes, Carra et Tallien avaient payé ses dettes avec trente millions provenant du pillage du garde-meuble⁹¹. Bref, des tractations facilitées par la solidarité maçonnique auraient abouti à la conclusion d'un véritable marché. Il est évident que le pillage du Garde-Meuble national dont les richesses évaluées à 40 millions de l'époque avait été «distrayées» dans la nuit du 16 au 17 septembre 1792⁹² pouvait fournir une explication commode. Le produit du vol aurait servi à alimenter les caisses du parti révolutionnaire – en fait Danton et ses amis semblent s'être assez largement servis au passage – et à acheter la retraite des Prussiens. Les diamants de la Couronne avaient disparu et l'on prétendit que Danton avait monté le coup parce qu'il s'était servi d'eux pour acheter le départ de Brunswick. Un fait vint postérieurement donner quelque crédit à cette interprétation. Dans l'inventaire de la succession de Brunswick, dressé après sa mort survenue en 1806 à la suite d'une blessure reçue à Auerstedt, figurait la «Toison d'Or», un diamant bleu et quelques autres pierres provenant effectivement du trésor royal français, mais rien ne prouve qu'ils lui furent remis au cours des négociations qui suivirent Valmy; ils auraient très bien pu provenir de pillages ou de détournements antérieurs. On a également dit que les 30 millions versés à Brunswick provenaient des fonds secrets, mais ceux-ci ne se montaient qu'à deux millions tout au plus⁹³. Michelet pense que rien n'implique que Danton ait acheté la retraite des Prussiens, mais il ajoute: «Il est pourtant très probable que les agents inférieurs qui se mêlèrent de l'affaire ne le firent point gratuitement. Ceux que Danton employa, Westermann, Fabre d'Eglantine ... étaient des hommes de dépense et qui, par là, étaient portés à se faire part en toute affaire où l'argent jouait un rôle»⁹⁴.

Ces explications dans lesquelles les imaginations s'en sont donné à cœur joie ont fait oublier une réalité: les négociations qui eurent lieu entre Français et Prussiens

90 Jacques DROZ, *L'Allemagne et la Révolution française*, Paris 1949. Déjà Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. I, *Les mœurs politiques et la tradition*, Paris 1888, p. 178 suiv. avait exposé que, dans la Franc-maçonnerie allemande, après un accueil d'abord favorable à la Révolution, l'on avait vite adopté une attitude de rejet. Cf. Winfried DOTZAUER, *Freimaurergesellschaften am Rhein, Aufgeklärte Sozietäten auf dem linken Rheinufer vom Ausgang des Ancien Regime bis zum Ende der napoleonischen Herrschaft*, Wiesbaden 1977, (*Geschichtliche Landeskunde Bd. XVI*) p. 29.

91 Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, II, *La guerre aux rois 1792-1793*, Paris 1891, p. 96.

92 Voir l'article «garde-meuble» dans Jean TULARD, Jean-François FAYARD, Alfred FIERRO (comme n. 72) p. 841 suiv. Un premier pillage du Garde-meuble avait eu lieu le 13 juillet 1789. Un inventaire décidé le 26 mai 1791, donc avant le pillage de septembre 1792, révéla, qu'entre temps, de nombreuses pierres précieuses avaient disparu.

93 Marcel DUNAN, *L'Allemagne de la Révolution et de l'Empire*, Première partie: De 1789 à la deuxième coalition, *Les Cours de Sorbonne*, Paris 1954, p. 48.

94 MICHELET (comme n. 79) I, p. 1208. Cf. Albert MATHIEZ, *Westermann et la Cour à la veille du 10 Août*, in: *Autour de Danton*, Paris 1926, p. 120-132. Si l'on comprend bien Michelet, ce seraient des Français qui auraient touché de l'argent au passage! On doit avouer que cette affirmation n'éclaircit pas le problème, au contraire.

avant et après Valmy, selon un usage de l'Ancien Régime qui voulait que l'on menât de pair opérations militaires et négociations, négociations que la propagande républicaine se garda bien d'évoquer plus tard, préférant pour des raisons bien compréhensibles, exploiter le thème de la victoire de Valmy remportée par les volontaires des levées de 1792.

Pour comprendre tout cela, il faut se rappeler que la Prusse jouissait d'un réel prestige dans certains milieux français: n'était-ce pas l'état du Roi-philosophe, l'état protestant dont on appréciait qu'il se mît en travers des ambitions de l'Autriche, l'état catholique, symbole de l'obscurantisme? La tradition anti-autrichienne héritée de l'Ancien Régime portait les révolutionnaires vers la Prusse⁹⁵.

Au moment de la déclaration de guerre, Dumouriez qui était alors ministre des Affaires étrangères avait essayé d'entamer des négociations avec la Prusse, dans le but d'isoler l'Autriche, mais son envoyé avait été éconduit⁹⁶. Lebrun-Tondu nommé ministre des Affaires étrangères après le 10 août entreprit, dès le milieu de septembre et peut-être même avant, de sonder le roi de Prusse en vue d'un armistice, mais sans succès. Ce serait une erreur de croire que la France prit toujours l'initiative de négocier. En effet, les Autrichiens et plus encore les Prussiens étaient également désireux de le faire et, dès le 14 septembre, Brunswick avait dépêché Massenbach aux avant-postes pour demander une entrevue à Dumouriez qui avait déjà reçu des ouvertures du prince de Hohenlohe-Kirchberg parlant au nom de l'Autriche⁹⁷.

Au lendemain même de Valmy, Dumouriez entreprit sur place de négocier avec les Prussiens. Ce fut le début d'une longue série de pourparlers compliqués, avec des rebondissements et, du côté français, l'intervention, directe ou en coulisse, de plusieurs agents, les généraux, un envoyé de Danton, des représentants de la Convention, sans oublier, depuis Paris, les ministres de la Guerre et des Affaires étrangères⁹⁸. Dumouriez voulait négocier avec Brunswick parce qu'il ne sentait pas son armée en sûreté malgré ce qui s'était passé le 20 septembre. Il pensait aussi exploiter la mauvaise humeur des Prussiens pour les dissocier des Autrichiens, de manière à pouvoir ramener ses troupes vers le nord, afin de porter la guerre en Belgique qu'il estimait le « ventre mou » des possessions autrichiennes, pensant, non sans raison, que Brunswick ne ferait rien pour défendre un territoire autrichien. Peut-être Dumouriez se croyait-il capable, aussi, d'amener la Prusse à signer une paix séparée, voire une alliance avec la France contre l'Autriche? De leur côté Brunswick et le roi de Prusse voulaient ramener leur armée, mal en point à cause de la maladie, sur ses bases de départ, en évitant qu'elle fût détruite au passage, car on pouvait avoir besoin d'elle dans les affaires de Pologne. Il y avait donc de sérieuses chances de parvenir à un accord.

C'est le 22 septembre que les choses sérieuses commencèrent et que de véritables

95 Sur cette prussophilie, DUNAN (comme n. 27) p. 100, 105 suiv., 118, SOREL (comme n. 27), t. II, p. 333, 338-342, 414-416, 442-450.

96 Arthur CHUQUET (comme n. 27) p. 16-19.

97 Alfred CHUQUET (comme n. 25), p. 73-76.

98 Sur le détail de ces négociations fort compliquées, CHUQUET (comme n. 25) p. 78-107, 130-144, 148-204. Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. III, *La guerre aux rois 1792-1793*, Paris 1891 p. 50-66, 77-96. On trouvera un résumé commode dans Jacques DROZ, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, 3^{ème} édit. Paris 1972, p. 188-189. Voir aussi DUNAN (comme n. 93) p. 43-48; LEFEBVRE (comme n. 28), p. 267-268.

pourparlers s'ouvrirent entre Brunswick et Dumouriez, assisté de Westermann que Servan, ministre de la Guerre, avait envoyé auprès du général dès le 14 septembre⁹⁹. Les Prussiens entrèrent d'emblée dans le jeu, peut-être parce qu'ils escomptaient que leur interlocuteur, jouant les Monck, allait réussir là où La Fayette avait échoué, qu'il marcherait sur Paris avec ses troupes, qu'il rétablirait le Roi en ses pouvoirs et que l'on traiterait ensuite¹⁰⁰. De leur côté, dans un premier temps, les Prussiens firent savoir qu'ils étaient prêts à renoncer à l'invasion si une monarchie constitutionnelle s'installait en France¹⁰¹. Habilement Dumouriez, du moins le dit-il dans les lettres qu'il envoyait au ministère, demanda à Brunswick de désavouer son fameux manifeste mais, le 23 septembre, il reçut la nouvelle de la proclamation de la République. Il la notifia au roi de Prusse qui, le 28, rompit les négociations.

Le 25 septembre, le Conseil exécutif désigné par la Convention avait reçu Westermann venu lui rendre compte de la situation. Il en délibéra aussitôt et, à l'invitation de Danton, se prononça pour des négociations au lieu de l'exploitation de la victoire en donnant à Westermann les pouvoirs nécessaires¹⁰². Sur le registre des délibérations du Conseil exécutif on peut lire: *Il faut laisser les Prussiens s'échapper et tourner tous ses efforts contre l'Autriche*, propos, et non décision, qui montrent bien la disposition des esprits, du moins au Conseil car, en dehors, bien des républicains s'indignaient que l'on envisageât de négocier avec l'ennemi¹⁰³. C'est pourquoi, le 25 septembre, le Conseil prit une décision que la Convention ratifia le lendemain: *La République ne veut entendre aucune proposition [de paix] avant que les troupes prussiennes n'aient complètement évacué le territoire français*¹⁰⁴. Cela pouvait légitimement passer pour une interdiction de toute négociation mais, selon Michelet, Dumouriez allait recevoir deux lettres, l'une du Conseil communiquant sa décision de non-négociation, l'autre de Danton, interprétant la première et ne repoussant nullement cette idée¹⁰⁵. Le 26 septembre, le jour même où elle ratifiait la décision du Conseil exécutif, Lebrun-Tondu, le ministre des Affaires étrangères, déclarait à la Convention: *Des négociations ont été entamées et elles promettent une heureuse issue; il en est une qui intéresse essentiellement l'existence de la République française; je m'abstiens d'en dire davantage; sans doute vous approuverez cette réserve sans laquelle nous risquerions de perdre tout le fruit de nos tentatives. Dès que vous l'ordonnerez, cependant, je pourrai déposer ces secrets importants dans le sein d'un comité choisi, en attendant qu'il n'y ait plus danger à les révéler au public*¹⁰⁶. La Convention ne broncha pas, le comité ainsi proposé ne devait jamais être créé ce qui, sans doute, a privé les historiens d'in-

99 CHUQUET (comme n. 25) p. 81 suiv. SOREL (comme n. 98), p. 52 suiv. Le Comité exécutif provisoire avait peur que les généraux, imitant La Fayette, trahissent, d'où leur idée d'envoyer un commissaire particulier auprès de chacun d'eux.

100 CHUQUET (comme n. 25) p. 84 suiv.

101 DUNAN (comme n. 93) p. 48.

102 CHUQUET (comme n. 25) p. 9, 151 suiv.

103 C'était notamment le cas de Camille Desmoulins, de Louis-Marie Prudhomme dans les «Révolutions de Paris» (CHUQUET, (comme n. 25, p. 151)

104 CHUQUET (comme n. 25) p. 150.

105 MICHELET (comme n. 79) p. 1211.

106 Moniteur universel, 28 septembre 1792. ROUX (comme n. 1) p. 49.

formations qui leur auraient été utiles pour en savoir davantage sur ces fameuses négociations. Le soir-même, Lebrun-Tondu, à la demande du Conseil exécutif, rédigeait des instructions pour Dumouriez en vue de ces tractations¹⁰⁷.

Le même jour, le 26 septembre, Dumouriez envoya à Sevrans et à Lebrun-Tondu un projet d'accord franco-prussien en 6 articles *d'où il s'ensuivra très vite*, écrivait-il, *un traité d'alliance entre la France et la Prusse qui donnera presque sans combattre la liberté aux peuples de la Belgique*¹⁰⁸. Lebrun-Tondu lui répondit le 30 en lui ordonnant de convenir avec les Prussiens des accords militaires de sa compétence, *pour faciliter leur sortie de France*. Prudemment, toutefois il lui conseilla de ne pas les laisser partir sans garanties¹⁰⁹. A cet effet, le Conseil exécutif fit envoyer 20 000 hommes de renfort à l'armée, pour l'essentiel des farouches volontaires provenant surtout des levées de 1792.

Le 29 septembre, sur le conseil de Brunswick, le roi de Prusse avait pris l'initiative de rouvrir les négociations. Ce même jour, Dumouriez recevait les instructions que le Comité exécutif avait demandé à Lebrun-Tondu de rédiger à son intention. Entre les ministres et Dumouriez, il y avait accord au moins sur un point: la nécessité de ramener l'armée française dans le nord où les Autrichiens avaient mis le siège devant Lille. Le Conseil exécutif avait, d'ailleurs, d'autres raisons de choisir la chance que semblaient lui offrir les pourparlers entamés par Dumouriez. L'Angleterre, la Russie, l'Espagne, la Hollande venaient de rompre les relations diplomatiques avec la France et, de plus, on craignait une offensive imminente du Piémont sur la frontière des Alpes¹¹⁰. Il était donc raisonnable de tenter de s'entendre avec la Prusse.

Le 30 septembre Westermann est reçu avec de grands égards par le roi de Prusse qui le retient à dîner. Il écrit alors à un de ses amis de Strasbourg: *J'ai été au camp prussien dîner avec le roi de Prusse; j'ai fait plus que jamais on n'a espéré de moi; dans ce moment je suis tout-puissant ... Tout va bien: les Prussiens se séparent d'avec les Autrichiens*¹¹¹.

On a vu que c'était sur l'insistance de Brunswick que le roi de Prusse avait pris l'initiative de rouvrir les négociations. Le duc était inquiet de l'état de son armée: le ravitaillement venant de Verdun était insuffisant car les paysans se dérobaient aux réquisitions, la dysenterie continuait ses ravages si bien qu'il ne pouvait plus compter que sur 17 000 hommes valides. Il s'inquiétait aussi de la propagande révolutionnaire parmi ses troupes. Il s'agit là d'un problème que les historiens ont à peu près négligé. Avant Valmy, déjà, des appels rédigés en allemand et vantant les bienfaits de la Révolution: l'abolition des droits féodaux, des corvées, etc. étaient parvenus aux soldats de l'armée d'invasion et des officiers se plaignirent de leur influence fâcheuse sur la discipline et le déroulement des opérations¹¹². Le 21 septembre, le lendemain de

107 SOREL (comme n. 96) p. 79.

108 CHUQUET (comme n. 25) p. 98 suiv.

109 idem p. 174. LEFEBVRE (comme n. 28) p. 268.

110 LEFEBVRE (comme n. 28) p. 268.

111 CHUQUET (comme n. 25) p. 155. SOREL (comme n. 96) p. 86.

112 Dans la *Minerva* (1792, 2. Bd, p. 470 suiv.) publiée par Archenholz, un ancien capitaine prussien, parurent des lettres envoyées à Brunswick, par des Français, peu après la diffusion de son fameux manifeste. L'une d'elle s'achevait sur ces mots: *Le plus sûr moyen pour les princes de provoquer une révolution dans leurs états, c'est de se mêler des affaires de la Révolution française et d'envoyer leurs*

Valmy, trente ou quarante soldats d'origine alsacienne ou lorraine¹¹³, se présentèrent sans armes, «en amis», aux avant-postes prussiens, disant qu'ils aimaient beaucoup les Prussiens et détestaient les Autrichiens. Massenbach les fit refouler – il est étrange qu'il n'ait pas songé à les capturer – et en se retirant, ils dispersèrent de gros paquets renfermant des libelles rédigés en allemand dénonçant l'alliance contre nature entre la Prusse et l'Autriche et soulignant tout ce qu'une alliance entre la Prusse et la France pourrait avoir d'avantageux pour les deux pays. Massenbach fit savoir à Kellermann qu'à l'avenir il ferait tirer sur tous les soldats sans armes venant parlementer¹¹⁴.

C'est dans ces conditions que Brunswick décida la retraite pour la nuit du 30 septembre au premier octobre. Elle fut lente: une lieue durant chacun des trois premiers jours parce que le duc avait tout à redouter d'une initiative de Dumouriez au passage de l'Argonne. Les routes étaient jalonnées de cadavres d'hommes et de chevaux ainsi que de malades abandonnés. Goethe a comparé cette retraite pitoyable au désastre du Pharaon poursuivant les Hébreux au passage de la mer Rouge¹¹⁵.

Le fait que les Prussiens aient volontairement entamé leur mouvement de retraite fit que Dumouriez et Westermann ne cherchèrent nullement à obtenir les fameuses garanties demandées par le Comité exécutif. Il est vrai qu'en aucune manière Brunswick ne tenait à s'attarder en France. En effet, partie du nord de l'Alsace, l'armée de Custine venait d'entrer en Allemagne: le 30 septembre elle avait enlevé Spire, le 4 octobre, elle était entrée à Worms. Les envahisseurs risquaient d'être coupés de leur base de départ. Les Autrichiens suivis des Hessois décidèrent précipitamment d'abandonner les Prussiens et de reprendre la route de Coblenz par la vallée de la Moselle. Brunswick ne voulant pas rester seul face aux Français abandonna Verdun le 8 octobre (il avait mis 8 jours pour retraiter d'une soixantaine de kilomètres). Il abandonna Longwy le 22, le 23 octobre, il était revenu à son point de départ. Ce jour-là, trois salves d'artillerie, tirées à Longwy, la première place française à avoir été occupée, annoncèrent que l'ennemi avait évacué le territoire de la République¹¹⁶.

Durant la retraite, les négociations étaient allées bon train puis, brusquement, le roi de Prusse, tiré d'un très mauvais pas, les rompit. Il allait, désormais, consacrer tous ses soins aux affaires de Pologne. Au moins autant que Valmy, les Polonais ont, sans le vouloir, sauvé la France et la Révolution. On s'est demandé pourquoi Dumouriez avait laissé partir les Prussiens au lieu de les chasser. La réponse est simple, il avait obtenu ce qu'il voulait, la libération du territoire qui lui donnait la possibilité d'attaquer en Belgique, mais il faut reconnaître que la retraite volontaire de Brunswick qui tenait à éviter la destruction de son armée, facilita considérablement sa tâche de négociateur.

Oubliant que si Valmy s'était achevé comme Rossbach Brunswick ne se serait pas

soldats dans cette école où les déserteurs et les prisonniers apprendront ses principes et les introduiront chez eux à leur retour.

113 Il pouvait, peut-être aussi, s'agir de soldats appartenant aux deux régiments allemands engagés du côté français à Valmy.

114 MASSENBACH (comme n. 17) I, p. 119.

115 GOETHE (comme n. 15) p. 125 (*Ich schien mir in meinem Wagen wie eine Parodie von Pharao im Roten Meer, denn auch um mich her wollten Reiter und Fußvolk in gleicher Farbe gleicherweise versinken*).

116 DUNAN (comme n. 93) p. 48.

retiré, certains trouvèrent que cela avait été acquis trop facilement: aucune tentative de poursuite de la part des forces françaises, du côté prussien, aucun maintien de garnisons dans les places conquises, aucune tentative de conserver un gage quelconque, l'on pensa qu'il devait y avoir là-dessous des combinaisons inavouables. Les émigrés, déçus dans leurs espérances, furent les premiers à accuser Brunswick de s'être laissé acheter. Bien plus tard, les publicistes et certains historiens républicains pensèrent qu'il pouvait être fâcheux pour l'image de la première République qu'elle pût être soupçonnée d'avoir acheté la libération du territoire par la négociation. Le fait que les partisans de la négociation, les Girondins, avaient été balayés par les Montagnards qui avaient appelé à la destruction militaire des envahisseurs devait, à posteriori, leur faciliter la tâche. C'est pourquoi bien des historiens – il y a de brillantes exceptions: de Chuquet à J. Tulard en passant par G. Lefèbvre, A. Fugier, M. Dunan, J. Droz et A. Soboul¹¹⁷ – les historiens et plus encore ceux qui ne pouvaient prétendre à ce titre, ou bien la passèrent sous silence ou bien s'efforcèrent d'en minimiser la portée. Pour faire disparaître ce soupçon, il n'y avait qu'un moyen: présenter la retraite des Prussiens comme la conséquence de l'éclatante victoire remportée à Valmy par les volontaires de 1792. Ainsi s'explique cette sorte de conspiration du silence que l'on observe autour des travaux de Chuquet. Même Albert Sorel qui pourtant les connaissait, les nombreuses citations qu'il en fait le prouvent, laisse entendre que la victoire est due aux volontaires recrutés en 1792¹¹⁸. D'autres, allant plus loin et anticipant sur la chronologie, l'attribuèrent à la République¹¹⁹, voire même à la Convention¹²⁰. D'autres, enfin, tout en reconnaissant que les volontaires étaient peu nombreux à Valmy, oublient de préciser qu'ils provenaient de la levée de 1791, il est vrai moins démocratique dans ses résultats que celles de 1792¹²¹. Il ne restait plus qu'à faire passer cette légende pour la pure vérité: l'école publique, ses maîtres, ses manuels d'histoire, les publicistes républicains devaient s'en charger et tellement réussir à en convaincre les Français, que quiconque essaie aujourd'hui de mettre les choses au point court le risque de passer pour un Béotien aux yeux de beaucoup de ses contemporains*.

117 voir les ouvrages de ces différents auteurs utilisés au cours de la présente étude.

118 SOREL (comme n. 96) p. 6.

119 BOULOISEAU (comme n. 37) p. 52. CHEVÈNEMENT (comme n. 3) p. 9, etc.

120 Voir à ce sujet l'image reproduite dans *Armées d'aujourd'hui*, (comme n. 3) p. 10.

121 Jean-Paul BERTAUD, «Valmy» dans: Albert SOBOUL, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, publié sous la direction scientifique de Jean-René SURRATTEAU et François GENDRON, Paris 1989, p. 1070. A notre connaissance, mais nous n'avons pas lu la totalité des 3000 ouvrages ou articles publiés à l'occasion du Bicentenaire, seul Jean TULARD (comme n. 73, p. 113) a écrit, récemment, que les volontaires de Valmy avaient été levés en 1791.

* La rédaction de cet article était achevée quand l'auteur a pu prendre connaissance de l'étude de Georges GUSDORF, «Le Cri de Valmy», *Communications*, n° 45 (1989), p. 117-147.